

Richard Wolff : L'Europe n'a plus d'importance pour une Amérique en déclin

Le professeur Richard Wolff explique pourquoi l'Europe n'a plus d'importance pour une Amérique en déclin. Achetez des produits dérivés : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : <https://buymeacoffee.com/gdieseng> Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Le professeur Richard Wolff est avec nous aujourd'hui pour parler de la dimension économique de la guerre par procuration entre l'OTAN et la Russie. Merci d'être revenu dans l'émission. L'effort pour épuiser l'adversaire ne se manifeste pas seulement sur le plan militaire, dans ce conflit qui, d'ailleurs, se prépare depuis des décennies. Il comporte aussi une dimension économique très forte. Les pays de l'OTAN n'ont pas reculé devant leur objectif : faire s'effondrer l'économie russe. Et comme on le sait, la Russie est aujourd'hui le pays le plus sanctionné au monde.

Et l'Occident a tout fait, je dirais, pour couper la Russie de ses marchés, de ses banques, et même pour saisir ses fonds souverains. Pourtant, ça ne semble pas fonctionner. Je me demandais, comment expliquez-vous cela ? Parce qu'après tout, on nous a dit, par nos dirigeants, que la Russie n'était qu'une station-service déguisée en pays. Alors, comment voyez-vous la manière dont la Russie s'est adaptée à ces sanctions ? Parce que je pense que très peu de gens en Occident s'attendaient à ce que les Russes s'adaptent aussi bien, et même qu'ils continuent à croître, alors que leurs homologues européens sont en très grande difficulté.

#Richard Wolff

Eh bien, j'aimerais vous répondre en partant exactement de ce que vous venez de dire à la toute fin de votre introduction. Pour moi, je regarde tout ça à travers le prisme d'une analyse de classe. Comme je vous l'ai déjà dit, j'admire beaucoup votre invité John Mearsheimer, et j'ai énormément appris en l'écoutant, à de nombreuses reprises, mais surtout dans votre émission. J'apprécie vraiment ce qu'il dit. Il analyse les rivalités entre grandes puissances d'une manière très honnête, directe, rigoureuse, analytique. C'est exemplaire, la façon dont il s'y prend. Mais pour moi, cela soulève une question majeure : pourquoi ces grandes puissances mondiales font-elles ce qu'elles font, et pourquoi à ce moment-là ?

Répondre à cette question comme s'il ne s'agissait que d'un jeu d'échecs entre les acteurs, c'est oublier toutes les pressions sociales qui pèsent sur chaque gouvernement, qui le tirent dans un sens ou dans l'autre. Aucun d'eux n'est vraiment libre de mener n'importe quelle stratégie face aux autres grandes puissances, parce que certaines de ces stratégies sont bloquées par leurs propres contraintes internes, et d'autres non. Donc, une analyse sérieuse doit poser la question : pourquoi cela se produit-il ? Pourquoi une puissance en menace-t-elle une autre ? Et si on se contente d'y répondre uniquement en fonction de ce que font les autres, on laisse de côté la question essentielle : pourquoi font-ils tous ce qu'ils font ? Et moi, j'aimerais répondre à cette question en me concentrant sur l'Europe.

Parce que, selon mon analyse, en regardant l'histoire du capitalisme en Europe, l'acteur principal ici, c'est avant tout l'Europe. En second lieu, la Russie aussi, mais vraiment en second. Je garde bien à l'esprit que la Russie a été envahie à plusieurs reprises. Napoléon a essayé. La Première Guerre mondiale a essayé. Hitler, avec l'opération Barbarossa, a essayé. Ils ont tous essayé. Et ils ont tous été vaincus par une Russie qui, une fois attaquée, a réagi en repoussant l'invasion. Donc, je voudrais avancer l'idée suivante. D'après tout ce que je peux observer, les grandes puissances européennes — et par là j'entends la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, peut-être encore une ou deux autres, mais essentiellement celles-là — étaient toutes, au dix-huitième siècle, et pour certaines même avant, puis au dix-neuvième siècle, de grandes puissances coloniales.

C'étaient, à la base, de petites unités de capitalisme national, qui se sont développées chacune à leur manière aux dix-septième, dix-huitième et début du dix-neuvième siècle, selon les pays. Puis, à un moment ou à un autre, elles sont devenues des puissances coloniales, avec des populations outre-mer bien plus nombreuses que celles de leur propre territoire. Je veux dire, comparez les Pays-Bas avec l'Indonésie, ou les îles Britanniques avec l'Empire britannique, et ainsi de suite. Le colonialisme, c'est ce qui a soutenu leur croissance capitaliste. Elles se sont créé un immense arrière-pays. Et quand elles ont fini par épuiser tout ce qu'elles pouvaient tirer de leur propre arrière-pays — la France, l'Allemagne, l'Italie — elles sont allées chercher ailleurs, comme le fait le capitalisme, qui tire des profits et les réinvestit dans la compétition.

En résumé, en mille neuf cent quatorze, ils n'avaient plus de territoires à conquérir. Pour ceux qui connaissent un peu l'histoire, en mille huit cent quatre-vingt-quatre, lors de la Conférence de Berlin, ils se sont littéralement assis autour d'une table pour se partager l'Afrique, en décidant qui aurait quoi. Mais il n'y avait plus aucun endroit où aller. Et au fil des années, entre la Conférence de Berlin en mille huit cent quatre-vingt-quatre et le déclenchement de la Première Guerre mondiale, ils ont accumulé des tensions, des affrontements, des petites guerres locales, qui, avec le recul, apparaissent clairement comme le prélude à la Grande Guerre. Je vais maintenant regrouper la première et la seconde, parce qu'elles n'ont eu lieu qu'à quelques années d'intervalle, et qu'elles ont été, au fond, l'expression de quoi ? De la destruction mutuelle de toutes les puissances colonisatrices, à une exception près : les États-Unis.

Tous les autres, le Japon compris aujourd'hui, se sont littéralement anéantis entre eux. Ils se sont bombardés jusqu'à tout détruire, ont ruiné leurs économies, ont tué des millions de leurs citoyens — la Russie y compris — et ainsi de suite. Seuls les États-Unis, grâce à leur éloignement, et parce que la guerre aérienne n'était pas encore développée comme elle l'est aujourd'hui, ont pu s'en sortir. Pour ceux qui ne le sauraient pas, la Russie a perdu vingt-cinq millions de personnes pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que les États-Unis en ont perdu quatre cent mille. On ne peut pas imaginer contraste plus frappant. La guerre est terminée. Et maintenant, voici l'argument.

La guerre est terminée, et les États-Unis s'étendent. Leur économie ne s'est pas effondrée, pas du tout, c'est même l'inverse. La guerre a sorti les États-Unis de la Grande Dépression comme rien d'autre ne l'avait fait. À la fin du conflit, le pays était en bien meilleure santé économique qu'il ne l'avait été depuis mille neuf cent vingt-neuf, l'année du krach, la pire qu'il ait jamais connue. Et donc, les États-Unis émergent, comme nous le savons tous aujourd'hui, en tant qu'hégémon, héritiers des anciens empires. Pas en les dirigeant comme les Européens, avec de vraies colonies, mais en les laissant indépendants. Ça, on savait faire. On le faisait déjà depuis très longtemps avec l'Amérique latine. Les laisser indépendants.

Nous allons créer des chaînes économiques aussi puissantes, voire plus puissantes, que le contrôle politique que les Européens avaient autrefois réussi à exercer. Alors, les États-Unis arrivent, prennent la relève. Le dollar remplace la livre. L'armée américaine conclut ce fameux accord avec l'Europe, en leur disant : voilà la répartition des rôles. Vous allez vous charger de combattre vos propres mouvements communistes et socialistes, qui étaient dangereux après la Seconde Guerre mondiale, parce qu'ils avaient été les héros de la Résistance et jouissaient d'une popularité qu'on n'a jamais connue aux États-Unis — une différence très importante. Donc, vous, les Européens, vous allez mener ce combat. Vous serez nos alliés, un rempart contre la maléfique Union soviétique, et nous, nous serons votre parapluie de défense.

Vous n'avez pas besoin de dépenser d'argent. Vous pouvez laisser votre armée et votre marine se délabrer, ce qu'elles ont fait. Moi, je m'occuperai de vous. Très bien pour nous, parce que ça nous a permis de mettre en place un keynésianisme militaire chez nous, qu'on n'aurait jamais pu justifier sans la grande croisade mondiale contre l'empire du mal. Une belle division du travail, en somme. L'Europe est subordonnée. On lui dit : vous pouvez maintenant dépenser pour la protection sociale. C'est comme ça que vous allez vaincre les communistes et les socialistes. Vous pouvez avoir vos programmes sociaux, on les financera, parce qu'on vous retire la charge des dépenses militaires. Mais aujourd'hui, c'est devenu une crise pour l'Europe, parce que la situation s'est inversée. Trump a retiré le parapluie militaire. Vous allez devoir dépenser l'argent européen.

Et d'où ça va venir ? Il faudra bien le prendre quelque part, sans doute dans les aides sociales, ou alors en empruntant de l'argent. Et ça, ça vous rendra encore plus dépendants. C'est très dangereux. Et maintenant, voilà le coup le plus fort. Je dirais que — et là, je m'inspire d'une idée de Zbigniew Brzezinski, quelqu'un dont je suis pourtant très éloigné dans mon analyse — voilà ce que je

pense qu'il s'est passé. Les Européens ne se sont jamais remis de la perte de leurs empires, et ils le savent. Ils se sont accrochés aux États-Unis, parce que sinon, entre leurs propres socialistes et communistes, la Russie juste à côté, et les Américains avec leur mentalité imprévisible, le risque était trop grand. Alors ils ont choisi les États-Unis, le moindre mal pour eux. Mais ça n'a pas résolu leur problème.

Ça a simplement repoussé les choses pendant un moment. Ils ont pu se concentrer sur la reconstruction pendant les dix ou vingt premières années. Puis, quand l'Union soviétique s'est effondrée, ils ont pu se tourner vers — voilà — la reconquête d'un empire, petit à petit, en absorbant l'Europe de l'Est, en investissant en Pologne et en Roumanie. Et c'est exactement ce qu'ils font. Mais le grand espoir, et je dirais même le seul espoir que les Européens aient jamais eu pour retrouver leur place dans l'histoire — la place dominante qu'ils occupaient aux seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, et même au vingtième siècle — c'est la seule voie possible. Ils n'allaient pas rivaliser avec la Chine, ça, c'est fini. Et ils n'allaient pas non plus se mesurer trop durement aux États-Unis.

Un scénario possible, c'est qu'ils pourraient reconstituer un grand empire européen s'ils parvenaient à détruire et à démanteler la Russie. La découper en une demi-douzaine, voire une douzaine de petits pays, en faire plein de petites Lettonies, d'Estonies, et tout ça, puis se les partager. Les Français prendraient ces quatre-là, les Allemands ces six autres, et, vous savez, les Japonais, en Extrême-Orient, pourraient peut-être en avoir un petit morceau aussi. Et pendant ce temps, ces acteurs se retrouveraient marginalisés, à mesure que le monde se structure autour des États-Unis face à la Chine, et que l'Europe devient un partenaire de plus en plus lointain, un suiveur, un junior subordonné. La seule chance d'échapper à tout ce que cela impliquerait pour l'Europe, ce serait cette guerre avec la Russie.

Et c'est bien une guerre. Zbigniew Brzezinski écrivait déjà ça dans les années quatre-vingt-dix. La grande stratégie, disait-il, serait — et doit être — de détruire la Russie. Détruire la Russie. Pas parce qu'elle est communiste. Ça n'a rien à voir avec ça. Le communisme, c'était juste une commodité rendue possible par la révolution soviétique de mille neuf cent dix-sept. Une fois que c'est fini, on se retrouve plus proches de la guerre qu'on ne l'a sans doute jamais été pendant la guerre froide. Pourquoi ? Parce que c'est ça, le vrai enjeu ici. Les Européens sont désespérés. Leur diabolisation de la Russie frôle l'hystérie. Moi, je suis Américain. Je suis assis ici, de l'autre côté de l'océan. Mais comme vous le savez, mes racines sont européennes.

Et je vois, vous savez, une sorte de folie en Europe de l'Ouest, alors que M. Poutine me paraît beaucoup plus mesuré. Je n'ai rien pour lui, je ne le soutiens pas, rien de tout ça. Mais c'est assez clair de voir qui dépasse les bornes, qui monte les échelons de l'escalade, pour reprendre l'expression de John Mearsheimer. Et les Russes répliquent ensuite, un peu comme les Chinois avec les droits de douane américains, et ainsi de suite. Mais je pense que c'est bien ce qu'on observe. On

assiste à l'effort désespéré — et je veux vraiment insister sur ce mot — l'effort désespéré des dirigeants européens : Starmer, O'Burnham, Merz, Macron, et les autres. C'est leur seule voie, pas seulement pour sauver leur carrière personnelle.

Ils sont vraiment dans une situation difficile. Ils se sont personnellement attachés aux États-Unis, et M. Trump les a complètement laissés tomber. Du coup, ils doivent maintenant se tourner vers leur population et dire : « Nous sommes les grands dirigeants qui avons fait alliance avec les États-Unis, lesquels vous ont désormais manqué de respect à vingt-sept niveaux. » Évidemment, ils ne peuvent pas dire ça. Ils doivent trouver autre chose pour garder ce soutien. Ils doivent soutenir leurs capitalistes, parce qu'ils ne recevront plus l'appui qu'ils avaient auparavant. Et ils peuvent le faire à travers un programme de défense et la diabolisation de la Russie, avec cet objectif utopique de recréer l'empire qu'ils ont perdu au vingtième siècle et pour lequel ils n'ont jamais trouvé de substitut depuis.

#Glenn

C'est une perspective intéressante. Bon, évidemment, l'Europe s'est détruite elle-même pendant les deux guerres mondiales. Mais ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale est assez fascinant. En quelque sorte, elle a eu une prolongation de vie grâce à son partenariat avec les États-Unis. Parce que, soyons justes, les États-Unis ont essentiellement assuré la sécurité des Européens, tout en leur offrant des accords commerciaux plutôt généreux, pour que les États capitalistes, disons, en première ligne, soient plus prospères que les États communistes. Les Européens de l'Ouest s'en sont donc, eh bien, étonnamment bien sortis, compte tenu de ce qu'ils avaient traversé pendant ces deux guerres. Je sais qu'après, on a construit tout un récit autour de l'idée que, oui, on avait découvert la paix et la coopération, que c'était mieux que la guerre. Mais, vous savez, tout ça ne sortait pas de nulle part.

Mais ensuite, après la guerre froide, oui, quelque chose a clairement commencé à changer. Parce qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'argument principal en Occident, c'était que le projet européen visait à construire la sécurité ensemble, et non pas contre ceux qui n'en faisaient pas partie. Bon, ça ne s'intégrait pas vraiment dans le cadre de la guerre froide. Mais bref, après la guerre froide, on a recommencé à se demander contre qui on allait chercher à se protéger. Et puis, toute cette idée selon laquelle l'Europe de l'Est allait naturellement se rapprocher de l'Europe de l'Ouest, c'était aussi assez intéressant. Même sur le plan militaire. Je me souviens que Soros — George Soros — avait écrit un article dans les années quatre-vingt-dix, où il disait, en gros : « On peut recommencer à se battre. » Et, eh bien, on a vu ce que l'OTAN est devenue. Il soutenait que l'OTAN pourrait réussir si elle s'associait à certains pays d'Europe de l'Est, parce que, selon lui, les Européens de l'Est pouvaient encaisser beaucoup de pertes humaines.

Et, vous savez, les Européens de l'Ouest se souciaient moins des pertes élevées, et, enfin, du fait que beaucoup de leurs hommes rentraient dans des sacs mortuaires. Donc, en gros, c'est ce qu'ils cherchaient : trouver un pays d'Europe de l'Est qui puisse fournir la chair à canon. J'ai trouvé que c'

était, vous voyez, assez révélateur de la situation actuelle. Bref, ce que je voulais dire, c'est qu'il n'y a plus vraiment de modèle économique, surtout avec, comme vous l'avez dit, les États-Unis qui retirent le tapis sous les pieds des Européens. Alors, qu'est-ce qu'ils sont censés faire ? Je sais que Kaja Kallas, la responsable de la politique étrangère de l'Union européenne, a fait un commentaire un peu dans le même esprit que le vôtre : à quel point ce serait plus simple, plus facile, si la Russie était divisée en plusieurs petits États ? À quel point ce serait plus facile à gérer ?

Et bien sûr, elle n'a pas précisé à quel point ces régions plus faibles seraient riches en ressources. Mais selon vous, est-ce que c'est justement là une partie du problème ? Est-ce pour ça que les Européens sont aujourd'hui si déterminés à briser la Russie ? Parce que, vous savez, l'Ukraine est désormais complètement sous la coupe des États-Unis et des Européens. Je veux dire, ils donnent toute cette aide à Zelensky, mais au fond, ça veut simplement dire que son gouvernement corrompu peut rester au pouvoir, et qu'il continuera d'envoyer des hommes à la mort. Mais le projet "Ukraine", lui, n'a pas encore vraiment rapporté de retour sur investissement. Et ce retour sur investissement, il suppose d'abord qu'ils battent la Russie. Vous voyez, c'est là le vrai problème pour les Européens : l'absence d'un modèle économique. En plus, ils n'ont pas la technologie. Ils n'ont pas les industries. Est-ce que ce n'est pas ça, au fond, le cœur du problème ?

#Richard Wolff

Je le pense, oui. Laissez-moi vous dire ce que je ressens. Comme j'ai fait toutes les grandes universités de ce pays, je connais pas mal de gens qui... enfin, disons que je ne suis pas d'accord avec eux. Je viens de la gauche, comme vous le savez sûrement. Mais je sais quelles sont les politiques en place, et qui les décide. Il y a, aux États-Unis, une perception très forte — et les Européens le savent sans doute — que ce n'est pas seulement une question de Trump. Les Européens doivent comprendre qu'il n'y a pratiquement pas eu de désaccord fondamental avec le rejet des Européens par Trump. Oui, il y a peut-être ici ou là quelques voix qui n'iraient pas aussi loin, qui ne diraient pas les choses comme lui. Il est incontrôlable, il parle sans filtre. Mais il n'y a aucun soutien ici pour revenir à la situation d'avant.

Ici, tout le monde comprend très bien que les États-Unis sont eux-mêmes un empire en déclin, et qu'ils doivent consacrer tout leur temps, toute leur énergie, toute leur attention à freiner cette chute. À mon avis, si vous me demandez, la leçon la plus forte à ce sujet, c'est d'avoir été vaincus par les Iraniens, et l'humiliation que cela représente. Je veux dire, la première guerre a dû s'arrêter au bout de douze jours à cause de mauvaises estimations, et ensuite, ces deux types ont recommencé. C'est pour ça qu'il y a aujourd'hui une rupture entre les États-Unis et Israël, et personne ne sait vraiment comment ça va évoluer. Mais c'est une rupture entre deux acteurs qui ont complètement tout gâché, aussi bien sur le plan stratégique à long terme que sur le court terme, pour tout le Moyen-Orient.

Ici, la perception, c'est que l'Europe, c'est fini. Je ne peux pas vous dire combien de fois j'entends ça. On ne devrait pas s'en inquiéter, paraît-il. Peu importe quand Trump dit, vous savez, « je ne suis pas sûr de ce qu'on fera si les Russes vous attaquent ». Ils le pensent littéralement. Je crois que les

Européens se sont convaincus qu'il ne le pensait pas vraiment. Oh si, il le pense. Oui, vraiment. Pour eux, la priorité numéro un, c'est de corriger ce déclin, de le ralentir, voire de l'inverser si possible. La priorité numéro deux, c'est de freiner la Chine, ou de la faire reculer. Et la troisième, si la deuxième ne marche pas, c'est de s'asseoir avec la Chine et de trouver un arrangement. L'Europe, elle, n'est même pas dans la discussion. L'Europe est devenue hors sujet.

L'Europe est hors jeu. L'Europe, c'est un désordre divisé, et chacun va suivre sa propre voie. Et si, d'un autre côté, les Européens déclenchaient une grande guerre et détruisaient la Russie, alors là, les États-Unis s'y intéresseraient. La Chine aussi, d'ailleurs. Qu'est-ce que ça donnerait ? Ce serait presque comme si cela inversait la position de Poutine, et que la Russie cessait de se tourner vers l'Asie pour ramener toute cette Asie dans une perspective européenne. Mais vous savez ce que c'est, au fond ? C'est la reconquête de l'empire perdu. Sauf que cette fois, ce n'est pas en Asie, ni en Afrique, ni en Amérique latine. C'est en Europe de l'Est, et sur la masse continentale qui s'étend vers l'Asie — celle-là même que les Américains ne croient pas du tout que les Européens soient capables de maîtriser.

Mais si, par un certain miracle, cela devait arriver, alors l'Europe... et je pense que, quelque part, les dirigeants européens en sont conscients. Mais c'est là que je ne suis pas d'accord avec Monsieur Mearsheimer, avec le professeur Mearsheimer. Je pense que ces questions de classe... comment le capitalisme en Europe de l'Ouest, là où le capitalisme moderne est né, en Hollande, en Angleterre et tout ça... comment les capitalistes là-bas peuvent-ils retrouver leur capacité à faire des profits suffisants pour financer la recherche et le développement, afin de rattraper les Américains et les Chinois, qui prennent de l'avance sur eux, littéralement, chaque jour ? Et d'où vont-ils tirer ces profits ?

Je veux dire, ce qu'on voit en ce moment, ce sont des gros titres sur Volkswagen qui licencie cent mille employés. Varoufakis et ses amis nous expliquent, à juste titre, que l'économie allemande repose essentiellement sur l'automobile. Varoufakis dit que leur industrie ne fait pas que se contracter, il dit que l'industrie automobile va disparaître. Et je comprends son raisonnement, parce qu'ici, aux États-Unis, elle est en train de disparaître aussi. Notre industrie automobile n'est plus que l'ombre d'elle-même. Autrefois, c'était Detroit. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, Detroit comptait deux millions d'habitants. Aujourd'hui, il en reste environ six cent mille. Pour une ville moderne, dans un pays capitaliste, ce qu'on voit là, c'est un niveau d'effondrement à la fois brutal et profond.

Ça déchire ce pays sur le plan politique, et c'est pareil en Europe. Tout ça, en fait, n'apparaît pas vraiment dans l'analyse du professeur Mearsheimer. Lui, il se concentre sur les grandes puissances qui manœuvrent entre elles, et il le fait très bien. On apprend beaucoup grâce à lui. Ce que je dis n'enlève rien à la qualité de son travail ni à la force de son raisonnement. Mais il manque une discussion sur la façon dont les réalités économiques internes influencent les stratégies que ces

puissances essaient de suivre, avant de se retrouver en confrontation directe. Et ça, il faut l'expliquer. Sinon, ces confrontations ressemblent à une partie d'échecs, alors qu'en réalité, c'est une lutte urgente pour la survie économique.

#Glenn

Oui, non, c'est passionnant. Parce que dans le réalisme politique, on considère que les États se comportent plus ou moins de la même façon. Tout dépend de la répartition du pouvoir à l'échelle internationale. Ça crée des incitations systémiques sur la manière dont les États doivent agir. Mais bien sûr, la façon dont ils cherchent à accroître leur puissance est intéressante, parce que, comme vous l'avez dit, l'Europe a toujours eu un modèle un peu colonial. Et même après la Seconde Guerre mondiale, et après la Guerre froide, ça continue d'une certaine manière. On le voit bien, malgré toute la rhétorique bienveillante, les discours sur les droits de l'homme... À chaque fois qu'une nouvelle institution apparaît, comme la Cour pénale internationale, on retrouve toujours la même logique : un camp qui se pose en maître de civilisation, et le reste du monde relégué au rôle d'élève.

Et ça se traduit toujours par cette inégalité de souveraineté où, en gros, c'est la souveraineté pour nous, mais pas pour vous. On ne dit plus que certains pays ne sont pas civilisés, qu'ils ne méritent pas la souveraineté parce qu'ils n'ont pas les bons critères de démocratie libérale. Et c'est pour ça que je ne dis pas que vous ne méritez pas la souveraineté. Mais je voudrais revenir sur ce que vous avez dit à propos de la place des Européens vis-à-vis des États-Unis, parce que je suis d'accord. J'ai entendu beaucoup de responsables européens dire, parfois presque mot pour mot, qu'il faut qu'on se rende à nouveau pertinents pour les États-Unis.

Et bien sûr, je crois que c'était un président polonais qui a fait remarquer que si la Russie l'emporte, alors les États-Unis préféreront travailler avec les Russes plutôt qu'avec nous. Mais encore une fois, s'ils parvenaient à vaincre les Russes, ce serait une toute autre situation. Maintenant, si cet objectif échoue, si la Russie n'est pas vaincue, à quoi servira l'Europe pour une Amérique en déclin ? Est-ce qu'elle va simplement cannibaliser nos industries ? Est-ce qu'elle va transformer l'Europe en une zone économique exclusive, coupée des Chinois et de nos rivaux ? Ou bien est-ce qu'elle exigera que les Européens se militarisent et qu'on les utilise, en quelque sorte, comme une autre Ukraine ? Quelle sera, au fond, la raison d'être de l'Europe à l'avenir ?

#Richard Wolff

Eh bien, à mon avis, ils vont... enfin, je pense que l'hypothèse ici — peut-être qu'elle est fausse — mais l'hypothèse de la direction, c'est que les Européens ne peuvent pas vaincre les Russes. Que ce n'est pas possible, sauf si on parle d'un horizon de dix ou vingt ans, après un immense renforcement militaire à travers l'Europe, financé par des politiques d'austérité. Et même quand ils commencent à en parler, ils savent très bien qu'entre l'opposition de la droite à ce genre de projet et celle de la gauche, il est peu probable que cela se réalise dans un délai raisonnable. Et leur crainte, c'est qu'on assiste à quelque chose de dangereux pour eux : soit une poussée de la droite radicale, avec de

nouveaux gouvernements d'extrême droite — Le Pen, ou l'Alternative für Deutschland, ou d'autres — soit une version issue de la gauche.

Tout le monde ici sait qui est Jean-Luc Mélenchon, et tout le monde sait que la gauche est la force dominante à l'Assemblée nationale en France. La situation pourrait devenir très mauvaise dans ce pays. La responsabilité... Ma famille est française. La responsabilité de la famille française envers le gouvernement Macron, qui ne les a pas préparés à la canicule, c'est très grave, vraiment très grave. Et ça ne le serait pas si la situation était normale, mais elle ne l'est pas. Le pays se divise de plus en plus. Macron n'a absolument aucun soutien. Franchement, personne n'aime Monsieur Macron. Comment il va s'en sortir... c'est un mystère pour moi. Peut-être qu'il y arrivera, mais pour moi, c'est un mystère. Donc, pour répondre à votre question, je dirais que, pour l'instant, tout ce que l'Europe peut faire, c'est aider les États-Unis à s'orienter et, si possible, à compenser, ralentir ou inverser son propre déclin.

Écoutez, quand von der Leyen a accepté avec Trump qu'en échange d'une baisse des droits de douane, il y aurait un achat de six ou sept cents milliards de dollars de gaz naturel liquéfié, plus un investissement d'un montant équivalent d'argent européen aux États-Unis sur les dix prochaines années... d'accord, ce ne sont que des mots. Mais enfin, qu'est-ce que ça veut dire ? Vous devenez un tribut. Votre rôle, c'est de livrer de la valeur aux États-Unis. Eux, peut-être, continueront à vous apporter un certain soutien militaire... bon, quoi que ça veuille dire exactement. Et ils vous reprocheront de ne pas leur apporter assez de soutien. Regardez comment ils s'en servent aujourd'hui, à propos de ce qui ne s'est pas passé dans le Golfe. Franchement, je ne pense pas qu'ils aient grand-chose de prévu pour vous.

Je pense qu'ils partent du principe que l'Europe est en train de disparaître. Et si j'étais d'humeur un peu provocatrice, je vous dirais qu'il y a même des rumeurs assez sérieuses selon lesquelles l'Europe pourrait devenir le terrain d'entente entre les États-Unis et la Chine, pour apprendre à vivre dans un monde découpé en zones d'influence. Les États-Unis prendraient l'hémisphère occidental, et la Chine, l'Europe. Je sais que cette idée fait peur à certains Européens, du moins à ceux à qui j'en ai parlé. Mais si vous voulez savoir où en sont les réflexions aujourd'hui, l'hypothèse, c'est que l'Europe, c'est fini. Je sais comment vous travaillez dans votre émission, donc je sais que vous voyez de quoi je parle. Mais pour ceux qui nous écoutent... oui, c'est formidable pour les Ukrainiens de pouvoir tirer des missiles et des drones jusqu'au cœur de la Russie. Je comprends.

C'est une opération de communication très réussie. Ça permet de redonner un peu de souffle à un récit qui était en grande difficulté. Mais, vous savez, ils viennent encore de prendre deux autres villes du Donbass. Il n'en reste plus beaucoup. On sait tous, plus ou moins, ce qui se passe là-bas. Et si les Européens continuent d'escalader, alors les Russes vont escalader aussi. Et là, où est-ce qu'on en sera ? Monsieur Trump ne peut pas faire la guerre à la Russie. Il ne peut pas. Je ne le crois pas. Je pense qu'il le sait. Ils le savent tous. Ils ne peuvent pas le faire. Donc, si les Européens poussent

trop loin et que les Russes répliquent, même si ce n'est pas nucléaire — je comprends, je parle de frappes conventionnelles — mais qu'ils s'en prennent à des sites dans les pays baltes, en Allemagne, ou ailleurs, là où on fournit du matériel à l'Ukraine...

L'Ukraine, c'est fini. Il ne restera pas grand-chose de l'Ukraine. C'est un tout autre sujet. Le plan initial, c'était simplement de prendre les quatre oblasts à l'est. Aujourd'hui, ça appartient déjà au passé. Ils avancent sans cesse. Ils veulent ce que les Européens appelaient autrefois un cordon sanitaire, et ce cordon ne cesse de se déplacer vers l'ouest. Donc, je pense que l'Europe n'a pas vraiment de rôle à jouer là-dedans. Les Européens, je crois, en ont une petite idée. Ils le sentent, et c'est pour ça qu'ils sont désespérés. Si la Russie gagne, la guerre en Ukraine s'arrête, la Russie en prend un quart, ou peu importe la part exacte, et l'Ukraine se retrouve beaucoup plus pauvre, beaucoup plus faible, endettée pour toujours.

C'est un résultat terrible. Non seulement ils n'ont pas obtenu leur grande nouvelle puissance ou leur nouveau territoire colonial, mais ce qu'ils avaient s'est affaibli. Et maintenant, on va voir dans le reste de l'Europe de l'Est une remise en question de qui sont vraiment leurs alliés. Un peu comme on le voit dans les États du Golfe, qui réalisent qu'une base militaire américaine, ce n'est pas une protection... c'est une cible. Une cible pour l'Iran, qui peut les frapper. Et tout le monde est en train de reconsidérer sa position. Regardez l'Arabie saoudite. Franchement, c'est incroyable, tous ces changements en cours.

#Glenn

Oui, c'est assez fascinant, en Europe, de voir qu'ils s'entêtent dans ce pari. Je veux dire, regardez Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN. Il ne cesse de dire aux Américains : écoutez, pour essayer de renforcer la place de l'Europe aux yeux des États-Unis, il explique que, voilà, on fait du keynésianisme militaire. En gros, on devient un amplificateur de puissance, un partenaire précieux. Et puis, on achète vos armes, donc c'est bon pour votre économie. On emploie des Américains pour pouvoir être un partenaire militaire des États-Unis. Mais tout ça, en réalité, creuse encore un peu plus la tombe des économies européennes. Et bien sûr, ils ajoutent : écoutez, on s'est coupés du gaz et du pétrole russes, on va prouver notre loyauté envers les États-Unis, on achète de l'énergie américaine... qui coûte plusieurs fois plus cher.

Et ils espèrent que cela leur vaudra aussi la sympathie des États-Unis, pour montrer qu'ils sont un partenaire important. Comme vous l'avez dit tout à l'heure, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, signe ces accords commerciaux avec les Américains, que tout le monde qualifie ouvertement de très mauvais accords. Mais encore une fois, cela montre que, comme vous l'avez dit, on rend hommage aux États-Unis. Pourquoi quitter un continent prêt à sacrifier ses propres intérêts économiques pour plaire à Washington ? Mais là encore, toutes ces marques d'allégeance envers les États-Unis ne font qu'affaiblir les Européens, encore et encore. Et ce n'est pas

tenable, à mon avis. Je pense aussi que cela suscite un certain mépris, pour être honnête, pas seulement de la part de Trump, mais à Washington en général. Ce genre de soumission, ça ne pourra pas durer.

#Richard Wolff

Laissez-moi aller un peu plus loin. On sait bien qu'au cours des huit ou neuf années avant l'invasion russe, il y a eu un énorme programme pour renforcer l'armée ukrainienne. Donc, au moment où les Russes ont envahi, les Ukrainiens avaient une armée plus grande que celle de la plupart des pays européens. Et pourtant, ils n'ont pas réussi face aux Russes. Alors maintenant, si on ajoute les Européens, on n'ajoute pas grand-chose, et ce n'est toujours pas suffisant. Ce n'est tout simplement pas assez. Et les Américains en sont très conscients aujourd'hui, d'une manière qu'ils ne l'étaient pas encore il y a cinq ans à peine : derrière la Russie, il y a maintenant la Chine. Et la Chine dispose d'une base industrielle plus vaste pour produire des missiles et des drones que l'ensemble de l'Europe réunie. Les Russes, eux, n'ont aucun problème. Les Iraniens, grâce à la mer Caspienne, peuvent obtenir tout ce dont ils ont besoin auprès des Russes, qui, eux, grâce à leur longue frontière avec la Chine, peuvent obtenir tout ce dont ils ont besoin des Chinois.

Qu'est-ce que vous entreprenez, exactement, si vous décidez de défier la Chine ? Regardez ce qu'ils ont réussi à faire aujourd'hui. Est-ce que vous savez — moi, je ne l'ai appris qu'il y a quelques semaines — que la direction de Volkswagen a eu des réunions à Washington, plus tôt cette année, avec l'administration Trump, pour discuter d'un possible transfert du siège de Volkswagen aux États-Unis ? C'est plus qu'un simple message adressé aux Américains, c'est un signal envoyé à toute l'Europe. Et maintenant, regardez la suite. Cet accord est tombé à l'eau. Ça ne se fera pas, en tout cas pas pour le moment. À la place, ils vont licencier cent mille personnes. C'est ça, la désindustrialisation. Vous allez transformer l'Europe en une sorte de destination touristique, qui produit du vin et du fromage — et très bien, pourquoi pas — mais tout le reste viendra d'ailleurs. J'étais à Paris la dernière fois, il y a quelques mois.

Je suis monté dans un taxi, et j'ai remarqué que c'était une BYD. Comme je parle français, j'ai discuté avec le chauffeur. Il m'a expliqué pourquoi il conduit une BYD : parce que c'est la voiture la moins chère et la meilleure. Voilà, tout simplement. Il aurait préféré avoir une Peugeot, mais il fait avec ce qu'il peut. Il m'a aussi dit que tous les autres chauffeurs de taxi font pression sur le gouvernement Macron pour qu'il laisse entrer plus de BYD, parce qu'ils veulent en acheter des flottes entières. C'est fini. C'est terminé. Et la seule raison pour laquelle on n'a pas de BYD ici — si vous venez à New York, vous pouvez prendre un taxi, mais pas une BYD — c'est qu'il y a une taxe de cent pour cent contre BYD. D'ailleurs, cette taxe a d'abord été mise en place par Biden, puis augmentée par Trump. Mais si les démocrates gagnent les élections en novembre, rien de tout ce dont on parle ne changera.

#Glenn

Permettez-moi de poser une dernière question sur l'économie russe. En quoi, selon vous, est-elle différente de celle des autres pays européens ? Parce qu'elle résiste à toutes ces sanctions. Elle continue même de croître. Elle se diversifie. Qu'est-ce qui explique ça ? Vous le voyez comment ? Je veux dire, les Russes aussi ont eu leur empire. Pensez-vous qu'ils soient aujourd'hui moins dépendants de cet héritage impérial que les Européens, ou pas ? Qu'est-ce qui fait que l'économie russe parvient à prospérer, alors que les économies européennes, elles, semblent s'essouffler ?

#Richard Wolff

Je pense que les Russes ont fini par accepter le fait qu'ils vont devenir, et c'est la réalité, des partenaires juniors des Chinois. Je veux dire, souvenez-vous, l'économie chinoise est quatre à cinq fois plus grande que celle de la Russie. Donc, on ne parle pas d'égal à égal. Ils ne le sont pas, ils ne l'ont jamais été, et ils le sont de moins en moins chaque année, parce que le rythme de croissance de la Russie, même s'il est impressionnant, surtout en temps de guerre, reste nettement inférieur à celui de la Chine. Donc, en réalité, je pense que les Russes vont finir par conclure un accord avec les Chinois pour coloniser la Russie — l'Asie russe. Peut-être qu'ils continueront un peu aussi dans les républiques d'Asie situées en dessous du Kazakhstan, comme l'Ouzbékistan, et tout le reste.

Ils vont continuer à travailler pour essayer de se faire des alliés, mais ils vont faire ce que les Européens convoitent. Ils veulent développer l'immensité de la Russie asiatique — ses ressources, ses villes, ses forêts, ses terres. Ils n'ont pas... Ici, aux États-Unis, c'est différent : un endroit comme New York pose problème, parce que Manhattan est une île. On ne peut pas s'étendre, alors il faut construire en hauteur. Eh bien, les Russes, eux, peuvent s'étendre autrement. Ils peuvent grandir à l'horizontale. Ils ont un espace pour répondre à leur besoin de croissance. Ils subissent certaines des mêmes pressions que les Européens de l'Ouest, mais ils ont aussi un partenaire très désireux de rester en bons termes avec eux, parce que leur armée reste en avance, et que la Chine a encore besoin de plusieurs années pour combler cet écart.

Et un dernier point que vous avez soulevé. Si je comprends bien l'accord allemand, ils vont dépenser environ huit cents milliards de dollars sur les dix prochaines années pour l'armée. Eh bien, pour donner une idée de l'échelle, le budget américain, lui, est actuellement de neuf cents milliards de dollars par an — pas sur dix ans, par an — et il est prévu qu'en deux mille vingt-sept, il passe de neuf cents milliards à mille cinq cents milliards, soit un billion et demi. C'est colossal. L'Europe ne peut pas rattraper ça. C'est impossible. Ces chiffres sont tellement disproportionnés que, sauf si l'Europe trouve une source de financement gigantesque commune à tous les pays, même dans ce cas, elle ne pourra pas suivre. Et à l'heure actuelle, si une bonne partie de cet argent est en plus empruntée aux États-Unis, alors là, c'est une plaisanterie. Ils ne rattraperont jamais leur retard.

#Glenn

En résumé, les efforts des Européens pour rester pertinents aux yeux des États-Unis, et donc trouver leur place dans ce monde multipolaire, ne semblent pas très prometteurs.

#Richard Wolff

Et je vais te dire, Glenn, ça m'inquiète vraiment, parce que ça me fait penser que toute cette hystérie, cette diabolisation de la Russie, de Poutine, et toutes ces réactions puériles, viennent d'un sentiment historique accumulé : celui de n'avoir aucune autre option. Ils ne sont pas prêts à parler d'un changement de leur propre société pour affronter la réalité. Moi, je vis aux États-Unis, où des gens comme moi — et on n'est pas nombreux — essaient de faire comprendre au pays que l'empire qu'on a est en train de décliner. Et qu'on serait bien mieux de chercher à conclure des accords avec la Chine, et d'autres, plutôt que de continuer dans cette logique agressive, de ralentir les autres, de les punir. Ça ne marche plus.

Ça rebondit ici. Vous savez, aujourd'hui, les voix les plus fortes pour rouvrir les relations avec la Chine, ce sont les grandes entreprises technologiques américaines, celles qui doivent vendre à la Chine. Sinon, ce sont les Chinois qui gagneront. En d'autres termes, ils gagneront à moins qu'on s'ouvre, ce qui les aidera à gagner. Mais si on ne les aide pas à gagner, eh bien, ils gagneront quand même. Et ça, ça déprime beaucoup de gens, quand ils comprennent que c'est ce que ça veut dire, quand un empire est en déclin. Et pour eux, ça veut dire que le leur ne l'est pas. Et ça crée une situation très dangereuse.

#Glenn

C'est une vision intéressante, parce que je dis toujours que les Européens pourraient avoir un avenir, à condition de changer complètement de modèle. Autrement dit, si notre continent n'était pas divisé, si l'on reconnaissait que le plus grand pays d'Europe, c'est-à-dire la Russie, fait aussi partie du continent, alors on pourrait devenir moins dépendants de fournisseurs de sécurité extérieurs. On aurait plus de prospérité. L'Europe pourrait avoir un bel avenir, mais ce n'est même pas envisagé. Ils ne peuvent pas vivre à côté de la Russie comme un égal. C'est là tout le problème. Il n'existe pas d'architecture de sécurité inclusive, pas d'accords. C'est soit une souveraineté inégale, soit ils coulent avec le navire, on dirait.

#Richard Wolff

Et alors là, ils vont vraiment tomber. Quelle erreur, mais quelle erreur terrible.

#Glenn

Une erreur terrible.

#Richard Wolff

Ils devraient aussi se poser, si vous me permettez, la vieille question marxiste : comment sont organisées vos entreprises ? Le capitaliste et le travailleur, l'employeur et le salarié ? C'est un moteur,

ça. Chercher à maximiser le profit, c'est chercher à maximiser les revenus d'un très petit nombre de personnes. Peut-être qu'il faudrait envisager de diriger une entreprise non pas pour maximiser le profit — qui ne profite qu'à une minorité — mais pour maximiser les salaires, parce que ça, c'est la majorité. Une entreprise démocratique ne peut pas fonctionner comme le capitalisme est organisé aujourd'hui. Et dans ce cas, on n'aurait pas cette obsession du profit qui cause tant de problèmes. Et je ne dis pas ça en idéologue. Je le dis parce que l'intuition de Marx, sur ce point, devient urgente : elle pourrait bien offrir une issue à l'impasse dans laquelle nous risquons sinon de nous retrouver.

#Glenn

Eh bien, merci, comme toujours. J'apprécie vraiment. Et oui, ça vaut la peine de se pencher aussi sur le type d'acteur dont il s'agit, pas seulement sur la répartition du pouvoir, je suppose. Donc, encore merci.

#Richard Wolff

Avec plaisir, Glenn Diesen. Et merci pour vos émissions, j'y ai beaucoup appris et je les apprécie vraiment.